

Réforme de la SNCF : Philippe Martinez vise Emmanuel Macron

Emmanuel Macron en a pris pour son grade, après que Philippe Martinez a déclaré que le chef de l'État cherchait à « diviser ceux qui n'ont pas grand chose ». La CGT prépare la riposte à la réforme du transport ferroviaire.

Durant sa visite sur le salon de l'Agriculture, le président de la République a été pris à partie par un salarié de la SNCF qui s'inquiétait de la réforme à venir de l'entreprise. Emmanuel Macron lui a répondu qu'on ne pouvait pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'avaient pas de retraite, et de l'autre un statut de cheminot « et ne pas le changer ». La suppression programmée de ce statut est au coeur du rapport Spinetta sur lequel l'exécutif s'appuie pour transformer en profondeur la SNCF. Au micro de France 3, Philippe Martinez le secrétaire général de la CGT a rétorqué au locataire de l'Élysée : « il veut diviser ceux qui n'ont pas grand chose ».

Diviser ceux qui n'ont pas grand chose

Le chef de l'Etat est « arrogant, vindicatif », selon le portrait au vitriol du leader syndical. Il a « du mal à écouter des gens qui lui parlent et qui lui posent des questions ». Philippe Martinez a rappelé : « Il nous a fait le coup avec les retraités et les jeunes, les retraités qui seraient des privilégiés, quand on connaît le montant des pensions des retraités, et les jeunes qui n'auraient rien. C'est la même chose entre les salariés : à chaque fois, il divise ceux qui ont un petit peu et ceux qui n'ont rien du tout ».

Journée de mobilisation

La CGT prépare une journée de mobilisation le 22 mars, pour protester contre la réforme de la SNCF. Pour le secrétaire général, elle sera « un grand succès » : « C'était déjà bien préparé mais ce que veut faire le gouvernement, passer en force sans discussion, sans mettre le doigt sur les véritables problèmes, ça risque d'envenimer les choses ». Edouard Philippe dévoilera ce lundi 26 février les grandes lignes de la méthode qu'il entend suivre pour moderniser le transport ferroviaire en France dans le cadre de l'ouverture à la concurrence.